

[Text]

the case of Mexico is encouraging. Real interest rates have fallen, investment has risen, inflation is under control—and this is the ultimate pay-off—there has been a pickup in real growth. The firm financial policies being pursued by Mexico are a critical factor in this successful performance.

The Paris Club has engaged for many years in rescheduling the bilateral claims of official creditors of countries encountering payments difficulties. The volume of this activity has picked up considerably over the last several years. In addition, the terms under which the creditor governments are willing to reschedule, for example with respect to repayment periods and the rescheduling of interest, have become more generous.

Under terms agreed to at the Economic Summit in Toronto in 1988, the Paris Club is also engaged in rescheduling on concessional terms official credits initially granted on commercial terms. These benefits are available only to the very low-income countries, largely those in sub-Saharan Africa. To date, some 14 countries have benefited from the so-called Toronto terms.

The Canadian government has been an active participant in these arrangements and in the development of the general debt strategy. We were an early and active supporter of the Brady plan and participated in developing its operational aspects. The Toronto terms were the product of Canadian compromise proposals that were developed during the course of the economic summit.

Canada has also chaired a support group for Guyana, a new concept developed to deal with countries whose debt problems extend to major arrears to the international financial institutions, a problem that has been gaining a good deal more attention recently as part of the current review of the quota arrangements for the IMF.

Despite the tight budgetary constraints under which we are forced to operate because of our own large deficit, we have also maintained our official development assistance program at a high level. Canada ranks in second position among the major industrial countries in terms of ODA relation to our national income.

• 0925

We also support developing countries through lending by EDC, both on its own account and through so-called section 31 lending for Canada account. This activity not only provides direct benefits to LDCs but also supports jobs in Canada. While the debt problems of the developing world remain serious, progress is being made.

[Translation]

ces pays, les premiers résultats obtenus au Mexique sont encourageants. Les taux d'intérêt réels ont chuté, les investissements ont augmenté, l'inflation est sous contrôle et—c'est sans doute la récompense ultime—la croissance réelle a repris. Les politiques financières fermes adoptées par le Mexique sont un facteur très important de cette réussite.

Le Club de Paris, pour sa part, s'occupe depuis des années de rééchelonner les demandes de règlement bilatéral des créanciers publics pour les pays qui éprouvent des difficultés à rembourser. Cette activité a pris encore plus d'ampleur récemment. En outre, les conditions exigées par les gouvernements créanciers pour procéder à un rééchelonnement, par exemple pour ce qui est des périodes de remboursement et du rééchelonnement des intérêts, sont devenues plus généreuses.

En vertu d'une entente survenue au sommet économique de Toronto en 1988, le Club de Paris acceptait quasiment de rééchelonner à un taux préférentiel des crédits publics accordés au départ à un taux commercial. Ces facilités sont consenties seulement aux pays qui ont un revenu très faible, surtout les pays de l'Afrique sub-saharienne. Jusqu'à présent, quelque 14 pays ont pu profiter de ce qu'on appelle les conditions de Toronto.

Le gouvernement canadien a été un participant actif dans ces arrangements et dans l'élaboration d'une stratégie générale de la dette. Nous avons directement appuyé dès le début le plan *Brady* et avons contribué à mettre au point ses mécanismes d'application. Et les conditions de Toronto ont résulté de propositions de compromis mises de l'avant par le Canada au cours du sommet économique.

Le Canada a également présidé un groupe d'appui à la Guyana, un nouveau concept mis de l'avant pour aider les pays dont le problème consiste en des arriérés importants vis-à-vis des institutions financières internationales, un problème qui retient d'ailleurs beaucoup l'attention actuellement dans le cadre de l'examen des quotas du FMI.

Par ailleurs, malgré les contraintes budgétaires sévères auxquelles nous sommes soumis à cause de notre propre déficit élevé, nous avons réussi à maintenir à un niveau élevé notre programme d'aide publique au développement. Le Canada vient au deuxième rang parmi les principaux pays industrialisés pour ce qui est du pourcentage du revenu national qui va à l'aide publique au développement.

Nous appuyons également les pays en voie de développement par l'intermédiaire des prêts de la SEE, les prêts effectués de son propre chef et les prêts effectués en vertu de l'article 31 pour le compte du Canada. Cette activité profite non seulement aux pays moins développés, mais également au Canada sous forme d'emplois. Donc,